

ÉDITORIAL
JOAN CONDIJTS*Rédacteur en chef*

Les impôts, c'est pour les pauvres

Si l'évasion fiscale est un droit, l'équité fiscale est un devoir d'Etat. Aujourd'hui, comme le révèle – une nouvelle fois après le «Swissleaks» et le «Luxleaks» – l'affaire des «Panama papers», la première s'est érigée en sport de luxe tandis que la seconde tient davantage du slogan, sinon témoignage de l'impuissance politique. Le toléré n'est cependant plus tolérable...

Des millions d'Européens acquittent leurs impôts via les prélèvements sur le travail. Soit de ma-

nière automatique. Sans latitude aucune quant à cette fameuse «voie la moins taxée» que le législateur a consacrée et que d'aucuns, libertaires, défendent avec véhémence. Une liberté fiscale dont seule une minorité profite désormais. Cette iniquité manifeste

participe au déséquilibre social, à la perte de confiance en l'institution politique, voire plus globalement en la chose publique. De surcroît, selon les Nations unies, une centaine de milliards de dollars d'impôts théoriques échapperaient annuelle-

ment aux Etats dits «développés» par le biais des paradis fiscaux.

Organiser une riposte légale à l'évasion fiscale se révèle une urgence politique. Afin de recréer un équilibre entre cette masse salariée qui n'a guère le choix et une minorité, aussi infime soit-elle, qui se soustrait légalement à ses obligations sociales.

Nier cette inégalité de traitement nourrit les fantasmes. Nul ne peut s'exonérer de ses responsabilités sociales. Ni le nanti qui pense ne rien devoir à la société parce que ses moyens

lui donnent l'illusion de ne pas en dépendre, oubliant toutes les infrastructures collectives dont il profite. Ni le défavorisé qui estime que la société lui doit tout sans avoir le droit de lui demander des comptes.

L'équilibre social est à ce prix. Le législateur en est le gardien et ne peut accepter que, peu à peu, s'installe cette conviction populiste que l'impôt ne serait que pour les pauvres...

Organiser une riposte légale à l'évasion fiscale se révèle une urgence politique.